

Quatre années après que le chef de l'Etat, Me Abdoulaye Wade, a suscité la mise sur pied de la Mutuelle de santé des agents de l'Etat (Msae) pour compléter leur couverture et prise en charge médicale, ces derniers se disent soulagés des desiderata liés à des fins de mois difficile. Une situation qui avait fini par plonger un bon nombre d'agents de l'Etat dans les griffes d'usuriers sans scrupules avec pour conséquence un manque criard de productivité dans leur travail.

Aujourd'hui, le président de la Msae, le médecin-colonel Abdoulaye Bâ, énonce toute leur gratitude à l'endroit du chef de l'Etat qui, d'emblée, a mis 200 millions de nos francs pour faciliter leur démarrage. Ce fut au cours d'une réunion de leur conseil d'administration, tenu le week-end dernier à Thiès.

Selon lui, depuis l'indépendance, 4/5 de la couverture sanitaire des agents de l'Etat et de leurs ayants droit étaient supportés par l'Etat et le cinquième par l'agent. « Les coûts des médicaments étaient à la charge du travailleur », rappelle-t-il.

Au vu du contexte économique difficile et du coût élevé des soins de santé, la Msae vient prendre en charge cette part sous laquelle bon nombre de travailleurs coulaient. « Après quatre années d'existence, nous sommes à plus de 12.000 sociétaires et dans une bonne santé financière », souligne Dr Ba. Une solidarité qui poursuit l'agent jusque dans sa période de retraite où il bénéficie de la même prise en charge.

C'est pourquoi, depuis deux ans, plusieurs conseils d'administration sont tenus dans les régions de l'intérieur du pays, Kaolack, Louga, Saint-Louis et cette fois-ci à Thiès. « Thiès étant la seconde ville de par l'importance du nombre des agents de l'Etat qui y travaillent ; alors il est normal que la Msae s'y installe pour les servir », lance-t-il. D'ailleurs, en relation avec l'autorité administrative, il a été retenu d'ériger le second siège de la Msae dans la Capitale du rail.

Car, cette vision du chef de l'Etat de doter les agents de l'Etat d'une mutuelle de santé complémentaire concerne tous. Or, selon le président Abdoulaye Ba, 80% des ayants droit sont, encore, de la région de Dakar. « Alors, pour une question de justice sociale, ce gap devrait être réduit afin de restaurer l'équilibre par rapport au poids réel de chaque région », confie-t-il.

Revenant sur la nécessité d'avoir un siège national à Dakar plus spacieux et conforme au développement exponentiel des activités de la Msae, le président de ladite mutuelle réitère son appel de décembre dernier à l'endroit du chef de l'Etat.

Mbaye Ba

Source: [Le Soleil](#)